



Dialogue social : Passez à l'acte !

La rentrée de notre instance est particulièrement dégradée. Après la suspension, il y a 10 jours, du CSE extraordinaire que nous avons exigé, nous avons longuement hésité à siéger aujourd'hui. Nous l'avons décidé, en conscience, pour ne pas laisser sans voix 3000 salariés.

Vous répétez sur tous les tons que vous ne souhaitez pas rompre le dialogue social. C'est pourtant tout l'inverse que nous constatons. Chaque mois. L'absence de volonté d'informer, les manœuvres dilatoires ont épuisé la patience des élus. La difficile négociation de l'ordre du jour de cette réunion témoigne du durcissement de la situation.

Vos simples déclarations d'intentions ne suffisent plus aux élus du CSE. De belles paroles, des engagements qui ne sont malheureusement pas suivis d'actions concrètes ou à la hauteur des promesses.

Après nos deux coups de semonce, fin août et début septembre, aurons-nous enfin, en octobre, un mois et demi après la rentrée, des informations complètes et objectives sur les émissions à l'antenne depuis le 9 septembre ? Avec tous les éléments nous permettant d'évaluer l'activité réelle dans chaque antenne, nous permettant d'accomplir correctement, sérieusement, ce pour quoi nous avons été élus ?

Les élus réclament ces éléments depuis plus de 3 ans, ils ont besoin, pour ce travail d'analyse, de connaître les potentiels humains dans chaque antenne. Cet état des lieux des moyens existant, calculés en fonction des effectifs, sont depuis des années la base de travail des Directeurs délégués aux moyens, les ex-régulateurs d'activité. A l'heure où les directions régionales pilotent parfois au demi-ETP près, les élus ne peuvent se contenter de réponses évasives au pifomètre, qui ne sont là que pour cacher les grosses différences entre les stations.

Faute de ce constat partagé et transparent de l'existant, nous ne pouvons pas nous projeter vers l'avenir car les conditions de la confiance ne sont pas réunies.

Notre passé, nous le connaissons, c'est la 3, FR3, France 3. Notre ADN. Jamais nous n'avons échangé ici sur sa suppression pure et simple au profit d'une appellation des tranches d'infos que vous nous avez imposée. Et qui sème la confusion voire l'incompréhension dans les esprits de nos collègues.

Depuis des mois, des années, la direction déroule ses plans tel un rouleau compresseur. Les élus doivent continuellement se battre pour en saisir des bribes, en deviner l'objectif, le sens, en évaluer les impacts. Les débats dans cette instance sont souvent en sens unique. Nous subissons vos évitements, vos approximations, vos réponses formatées, votre ignorance aussi peut-être.

En cette rentrée, nous découvrons que ce que nous dénoncions il y a un an s'est réalisé : vous avez supprimé les éditions nationales de France 3, pour, un an plus tard, allonger la durée du 20H de France 2, tout en demandant des économies au Réseau. C'est bien la preuve que les salariés des stations ne sont rien d'autre qu'une variable d'ajustement budgétaire dans une entreprise unique qui déshabille les uns pour habiller les autres. On les presse, on les appauvrit dans l'exercice de leur travail, on les dote d'outils low-cost pour pouvoir crâner au niveau central avec de la haute-technologie.

Dans ce plan de transformation qui ne joue pas franc jeu, la direction a progressivement et systématiquement mis des obstacles pour limiter le pouvoir des représentants du personnel : sur les comités emploi, dans la lutte contre le harcèlement, sur les déploiements d'outils, partout les représentants des salariés sont tenus à distance.

Dans ce CSE, par votre inertie et votre manque de transparence, vous avez enlisé notre instance, vous l'avez vidée de sa substance, vous avez, par un long travail d'usure, cherché à décourager les élus, au détriment des salariés, de leurs conditions de travail et de leur santé.

Nous vous le disons ici de manière solennelle : nous ne lâcherons rien, nous nous battons pied à pied pour assurer nos missions et défendre nos collègues. Et ce, par tous les moyens à notre portée.

Nous ne croyons pas à vos mots creux sur un « dialogue constructif », tous les actes de la direction démontrent le contraire. Ce dialogue, nous y avons cru, nous n'avons pas ménagé nos efforts. Mais les fausses promesses n'ont que trop duré, votre crédit est épuisé.

Si vous voulez sauver le dialogue social, comme vous dites, arrêtez l'affichage et alignez les preuves de votre engagement réel. Sur tous les sujets, le quotidien comme la transformation.

Les élus sont prêts à jouer pleinement leur rôle, mais en la matière, il n'y a qu'une valeur, celle de la preuve ! Et le temps est compté.

Paris, le 18 septembre 2024